

# 1<sup>er</sup> mai: préparons le 3<sup>ème</sup> tour social !

Il n'aura échappé à personne que le 1<sup>er</sup> mai 2012 se situe entre les 2 tours de l'élection présidentielle. Il est temps de tourner la page Sarkozy: mettons un coup d'arrêt à la politique de destruction systématique des acquis sociaux ! Mais ce n'est pas suffisant, il est aussi temps de réaffirmer qu'il faut aussi radicalement changer d'orientation en menant une politique qui rompe avec la logique du profit voulue par le capitalisme. Le pouvoir économique et les politiques publiques doivent être au service de la population.

Au regard des scores élevés au 1<sup>er</sup> tour du Front National, à qui Sarkozy redonne une légitimité en le déclarant "compatible avec la République", rappelons que le projet de l'extrême droite, en désignant des boucs émissaires et en exploitant les préjugés, épargne lui aussi les vrais responsables : les capitalistes d'ici et d'ailleurs. Il affiche de fausses solutions, comme le protectionnisme et le nationalisme, pour détourner de la seule qui vaille : la solidarité entre les travailleurs, quelle que soit leur nationalité, leur couleur de peau ou leur religion.

Dernière provocation de Sarkozy : son appel à un rassemblement le 1<sup>er</sup> mai pour fêter "le vrai travail" ! Réagissons à cette attaque frontale des syndicats et cette nouvelle injure pour les salariés et ceux qui subissent de plein fouet la précarité !

Le 1<sup>er</sup> mai 2012, soyons nombreux pour porter massivement et dans l'unité, nos revendications et la solidarité internationale !

## Exigence en matière de salaires

Aujourd'hui 25% des salariés gagnent moins de 750 € par mois. Le point d'indice dans la fonction publique a été gelé. Pour une autre répartition des richesses et réduire les inégalités, il faut :

- une augmentation immédiate des bas et moyens salaires de 300 € et une indexation des rémunérations sur l'augmentation des prix ;
- une revalorisation significative du Smic à 1 700 € et l'extension des minima sociaux à ceux et celles qui en sont encore exclues (moins de 26 ans, étudiants...);
- un rattrapage des salaires des femmes pour supprimer les inégalités hommes / femmes ;
- un plafonnement des rémunérations les plus élevées par la mise en place d'un revenu maximal autorisé.

## Exigence en matière d'emploi

Plus de 10% de travailleurs sont sans emploi. Entreprises et Etat licencient à tour de bras. Au contraire, il faut rompre avec une économie dominée par la concurrence de marché et la logique de rentabilité immédiate et :

- Interdire les licenciements pour les entreprises qui font du profit et rendre le patronat débiteur collectif d'un droit à l'emploi et d'une obligation de reclassement ;
- Stopper l'hémorragie de l'emploi public et recréer tous les postes qui ont été supprimés ;
- Réduire le temps de travail à 32h, sans perte de salaire, pour créer des emplois et disposer de plus de temps parental et sociétal.

**Il faut donner la priorité économique à la satisfaction des besoins sociaux fondamentaux** dans le respect de l'environnement **et redonner sens à la finalité du travail** dont l'absence génère de plus en plus de souffrance parmi les salariés.

## Une société solidaire

Les salariés des autres pays ne sont pas responsables des **délocalisations** et du chômage. En réalité, la majorité des suppressions d'emplois sont l'œuvre d'entreprises (françaises y compris) qui, pour augmenter leurs profits, maintiennent (voire augmentent) la production, mais avec des effectifs réduits. Les délocalisations ne représentent que 7% des suppressions d'emplois (source INSEE 2010).

Les "étrangers" ne sont pas responsables du **trou de la sécu**. Il est creusé par le patronat, via le chômage et les bas salaires, aidé par l'Etat grâce à la multiplication des allègements et exonérations de cotisations qui lui permettent de préserver, et même d'augmenter ses revenus, en dépit de la crise.

La fraction immigrée des travailleurs est souvent la plus vulnérable et doit accepter les salaires les plus bas. Cela tire vers le bas les salaires et les conditions de l'ensemble des travailleurs. **Les dérives nationalistes contribuent à diviser les travailleurs entre eux.**

## Aujourd'hui l'Etat, demain les collectivités

Depuis 5 ans, la RGPP fait rage à l'Etat à travers le non renouvellement des départs à la retraite. Additionnée à une perte de repères, c'est un état de souffrance au travail sans précédent qui apparaît, car assurer les missions devient une difficulté presque insurmontable.

Pour le CG35, nous refusons demain l'accentuation de la GPEEC, déjà en marche, au service de ce même projet de réduction drastique et insensée des fonctionnaires et de recours aux emplois précaires.

La remise en cause du statut des fonctionnaires et la casse du service public fait un tout avec les préoccupations des salariés du privé. **Ne nous trompons pas d'ennemi et portons ensemble nos revendications !**



l'info Sud, c'est aussi un site internet : [sud-departementaux35.org](http://sud-departementaux35.org)

Syndicat Sud Départementaux 35 - Hôtel du Département - 35042 Rennes Cedex  
 téléphone : 02 99 02 39 82 télécopie : 02 99 02 39 91 mel : [sud-departementaux@cg35.fr](mailto:sud-departementaux@cg35.fr)  
 permanence : Rennes-Beauregard - bâtiments modulaires - porte 32